



La Pince

UPC dite des "Fidèles" ; fidèle aux idéaux de sa création :
Jamais compromise avec le régime UNC-RDPC dans la dictature, la spoliation du peuple, le pillage et le bradage des richesses du Kamerun.

Créée le 10 Avril 1948, Légalisée le 09 Juin 1948, dissoute par décret français du 13 juillet 1955 suivi de l'arrêté d'application N° 4809 du 18 Juillet 1955, décret de dissolution abrogé le 25 février 1960, contrainte à la clandestinité pendant 30 ans, Fonctionne légalement et légitimement conformément à l'article 21 de la Loi N° 90/ 056 du 19 décembre 1990

Périodique d'informations et d'analyses de l'UPC - Sections d'Europe & d'Amérique

N° 001 - Nouvelle série

--

Janvier - Février 2014

Sommaire :

Editorial :

L'UPC aujourd'hui :

Message du nouvel an 2014

Lettre ouverte aux autorités camerounaises à propos de la nationalité plurielle

Analyses : Du pouvoir au pouvoir

Mémoire : Janvier, mois de héros – L'avenir nous donnera raison

Afrique : République centrafricaine ou françafricaine ?

EDITORIAL :

OUANDIE, combattant de la liberté

15 janvier 1971 – 15 janvier 2014 : 43 années déjà, que le camarade Ernest OUANDIE ou Emile nous a quittés, fauché par les rafales dictatoriales du fantoche Ahmadou Babatoura Ahidjo. Le Kamerun venait de perdre un de ses fils les plus valeureux.

Si Mandela était né au Kamerun, il aurait été upéciste. Mais il aurait été tué bien avant 27 ans.

Oui, la néocolonie française appelée « Cameroun » a été et est tout sauf un espace de liberté d'expression. Une liberté sévèrement réprimée lorsque les enjeux réels sont égratignés. Aujourd'hui encore, les Kamerunais déconseillent à ceux qui s'opposent vraiment en diaspora de « rentrer au Cameroun ». C'est tout dire.

Cependant, l'UPC est l'âme immortelle du peuple kamerunais. Malgré tant de corps déchiquetés par les balles d'Ahidjo puis de Biya, l'UPC est toujours là. Certes affaiblie parce que matraquée, mais toujours présente. Jusqu'à la victoire finale. Ce premier numéro de la nouvelle série de « La Pince », a pour but de reconquérir cet espace de liberté d'expression réelle. En ce 15 janvier 2014, puisse ce numéro ranimer le souvenir d'Ernest OUANDIE, un combattant de la liberté d'expression, de la libération du peuple kamerunais.

Et qu'un jour nous puissions vraiment dire :
OUANDIE est mort ! Vive OUANDIE !

Moïse ESSOH

L'UPC AUJOURD'HUI

Message du nouvel an 2014

Mesdames et Messieurs,

Chers compatriotes,

Recevez en cette fin d'année 2013 le salut cordial et fraternel de l'UPC, Union des Population du Cameroun !

L'année 2014 qui commence aurait pu s'annoncer triomphante et radiense mais en toute franchise, les résultats modestes enregistrés pour notre pays devraient plutôt interpeler avec gravité chaque kamerunais digne de ce nom.

Quelques faits marquants

Les élections sénatoriales, municipales et législatives organisées en Avril et Septembre 2013 ont été une vraie honte, lorsqu'on sort des témoignages d'approbations hypocrites de vrais et faux amis du pouvoir de Yaoundé. Avec plus de 80% dans chacune des institutions majeures du pays, M. Biya fait encore perdre au pays, une chance supplémentaire de détendre l'atmosphère générale dans la nation et élargir la base de discussion pour affronter des défis réels auxquels le pays est confronté.

En effet :

- Les accords de partenariat économique (APE) ratifiés par l'Etat du Cameroun consolident la liquidation des efforts fournis par les nationaux dans des conditions de concurrence déloyale.

- Les chantiers des « grandes réalisations » appartiennent manifestement aux grands groupes étrangers et sont gérés par des budgets qui échappent complètement aux lois du pays.
- La pression des pouvoirs occidentaux et l'incertitude dans nos frontières sont de plus en plus palpables et font craindre le pire. M. Biya et ses amis ne disent pas la vérité au peuple kamerunais qui pourtant finit toujours par payer le prix fort. Que se passe-t-il exactement ? Ils doivent répondre !
- Le désordre foncier s'étend à travers les différentes régions du pays : il est grand temps de dire halte à la braderie des terres kamerunaises ! Oui pour une nouvelle loi foncière mais à l'issue d'un vrai débat, le plus large possible. Mais connaissant l'allergie du pouvoir Rdpc à faire participer le peuple profond à tout véritable débat, il ne faut pas attendre grand-chose de la réforme foncière en cours. Il en a été de même dans d'autres domaines d'activité comme l'Education, la Culture, la communication... à travers des « états généraux » qui n'en étaient vraiment pas.
- Des luttes de succession fratricides et les positionnements régionalistes se multiplient.
Tout cela inquiète en cette fin d'année 2013, avec des conséquences préoccupantes.

Pour quel quotidien ?

- La misère ambiante s'approfondit ; même les retraités déjà clocharisés sont traités sans le moindre respect. Un coup d'œil sur la loi des finances 2014 n'autorise aucune sérénité. Tenez : 5,8% de croissance en 2012, 6,1 en 2013 et maintenant l'on annonce 4,8% pour 2014. Tout cela en plein chemin vers l'émergence ? Il faut remarquer en passant, que l'accroissement du PIB ainsi signalée ne s'accompagne pas d'une quelconque augmentation de salaire ni d'une baisse de prix des denrées de première nécessité.
- L'eau potable est toujours aussi rare. Les travaux en cours çà et là, tardent à s'achever alors que la demande croît sans cesse. Les coupures d'électricité se sont installées à nouveau, au grand désespoir des ménages, des jeunes scolaires et des PME. Les classes sont toujours bondées. Les hôpitaux et les centres médicaux dépassés.
- Le musèlement des forces vives du pays ne fait qu'empirer : des étudiants sont molestés et lourdement condamnés à Buéa et à Yaoundé ; des organes de presse et des journalistes mis au pas ; des partis politiques et leurs dirigeants malmenés ? Assurément, les lois de décembre 1990 sur les libertés publiques gagnées par le peuple en colère sont aujourd'hui bafouées par l'Administration, sous le regard complice de l'autorité judiciaire !
- Que dire de la souveraineté du pays ? Lorsque la France soumet au Conseil de sécurité de l'ONU un

projet de résolution pour le maintien de la paix en Centrafrique, et sans attendre son adoption, fait débarquer les bâtiments de guerre transportant des centaines d'hommes et de matériels au port de Douala ; Lorsqu'un officiel du FMI (Fond Monétaire International) nargue le peuple kamerunais en déclarant sans ambages à la CRTV, que des « conseils » ont été donnés de nouveau au gouvernement, pour la suppression de la subvention sur les carburants, c'est-dire pour l'augmentation du prix des carburants à la pompe ? Lorsque Les frontières du pays sont menacées et les plus hautes autorités de l'Etat ne disent rien officiellement !

- Les préoccupations sont si nombreuses !

Tout bilan fait, la situation en cette fin d'année 2013 est préoccupante et dangereusement pénible pour la majorité des kamerunais. Et le pouvoir Rdpc embrigadé dans ses choix est incapable de trouver des solutions viables à ces difficultés.

Ces tares font corps avec le système qui gouverne le pays depuis au moins les 50 dernières années et qui tient absolument à se perpétuer à travers des élections truquées à répétition.

Alors, ne faut-il rien attendre de l'année 2014 ?

2014 : encore et toujours, une année de lutte !

Le droit de vivre mieux est un droit reconnu dans tous les textes officiels nationaux. Cette certitude est relayée par de nombreux textes internationaux ratifiés par notre pays. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, reconnaît à tout citoyen le droit de réclamer le respect de ses droits.

Les upécistes fidèles aux pères fondateurs de notre nation, n'ont pas changé d'avis sur ce sujet. Même si avec le peuple nous n'avons pas obtenu de grandes victoires en 2013, même si nos dirigeants sont condamnés par une justice partielle au service du pouvoir en place,

Nous disons aux kamerunais qu'il faudra encore se battre pour gagner un sous de plus, manger et faire manger sa famille, refuser l'arbitraire et l'injustice, éviter de plonger dans les mailles de l'insécurité, réclamer un peu d'eau potable, de l'électricité, protéger le patrimoine foncier de sa famille. En un mot survivre, debout !

Nous serons de la partie. Nous nous battons encore avec tous ceux qui défendent leurs droits. Nous réclamerons toujours plus fort le respect des libertés, à commencer par le droit pour notre pays de se doter d'un système électoral véritablement démocratique.

Notre position réaffirmée reste la suivante : c'est l'action conjuguée des luttes quotidiennes avec la conquête d'un processus électoral démocratique qui constituent la seule véritable clé du changement profond dont a besoin notre pays, aujourd'hui.

Telle est l'intime conviction que nous voulons encore et toujours partager avec le maximum de nos compatriotes.

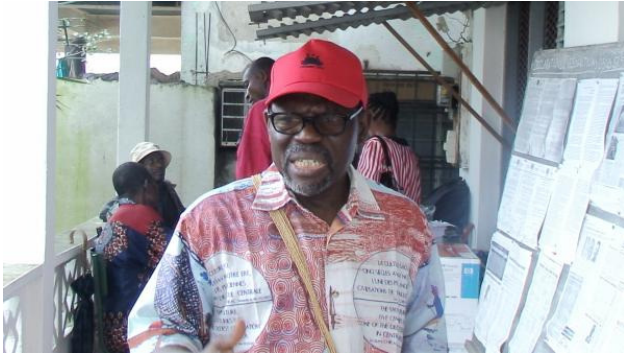
Nous nous engageons à améliorer nos méthodes de travail, à être davantage attentifs à toute possibilité de rapprocher dans l'action, des patriotes de toutes les couches et de toutes les régions du pays.

Et ensemble nous vaincrons !

**« Un autre Kamerun est possible,
d'autres choix sont nécessaires »**

Bonne Année 2014 à vous tous !

Douala, le 31 Décembre 2013



NDEMA SAME Alexis
Président de l'UPC

Lettre ouverte de l'UPC aux autorités camerounaises à propos de la nationalité plurielle

Le 13 décembre dernier, une lettre ouverte de l'UPC a été déposée à l'Ambassade de la République du Cameroun à Paris, pour envoi direct aux concernés. Elle avait été finalisée quelques heures plus tôt par les principaux responsables du département « diaspora » de notre parti, et co-signée par les principaux responsables de chacune des principales sections d'Europe et d'Amérique. Ci-dessous une copie de l'attestation de dépôt ainsi que de la première page de cette lettre ouverte, dont le contenu est repris in extenso dès la page suivante.

Messieurs les députés,
Monsieur le Ministre de l'Administration Territoriale,

Le récent recours introduit par la Tunisie auprès de la FIFA (Fédération Internationale de Football Association) contre notre pays pour contester la nationalité de nos compatriotes Joël Matip et Eric-Maxim Choupo Moting, et nous priver de la prochaine Coupe du Monde 2014 au Brésil après l'éclatante victoire de nos footballeurs camerounais de double nationalité, doit être un signal fort pour réviser radicalement notre code de la nationalité.

En effet, la loi n° 1968-LF-3 du 11 juin 1968, portant code de la nationalité camerounaise n'a subi aucune mise à jour permettant de l'adapter à la réalité et aux intérêts du peuple kamerunais aujourd'hui. L'interprétation de cette loi elle-même pose des problèmes dont les autorités sportives tunisiennes, heureusement sans succès, ont tenté de profiter.

Même dans nos ambassades et nos aéroports, cette loi n'est pas toujours bien interprétée.

C'est le cas pour les femmes kamerunaises mariées à des non kamerunais. L'article 32 du code de la nationalité stipule que les Kamerunaises qui épousent des non-kamerunais gardent leur nationalité, même si elles acquièrent la nationalité de l'époux. Pour perdre la nationalité kamerunaise, ces femmes doivent **expressément** en faire la déclaration au moment du mariage. En pratique, jamais une femme kamerunaise ne le fait. Et lorsque plus tard elles acquièrent la nationalité de l'époux, elles ne le font pas non plus. Or les postes consulaires et les commissaires d'aéroport considèrent ces femmes comme étrangères et leur exigent des visas d'entrée et de sortie du Kamerun. **Cette exigence est parfaitement illégale !** Les femmes kamerunaises mariées à des non-Kamerunais, bien qu'ayant acquis une autre nationalité, restent légalement kamerunaises ! Elles ont le droit d'entrer et de sortir du Kamerun comme tous les autres Kamerunais, c'est-à-dire sans visa !

La double citoyenneté est donc bel et bien appliquée au Kamerun, mais pour une catégorie bien précise de citoyens et introduit de facto la notion tyrannique des deux poids deux mesures entre les citoyens du Kamerun.

C'est également le cas pour enfants qui naissent à l'étranger d'un parent Kamerunais et d'un parent originaire du pays de leur naissance. Selon les législations nationales – surtout en Europe et en Amérique – ces descendants de Kamerunais se voient attribuer automatiquement la nationalité du pays de naissance. Or ces enfants sont Kamerunais par filiation, indépendamment de leur autre nationalité, puisque l'article 7 de la loi de 1968 stipule qu'est **Kamerunais, l'enfant** légitime dont **l'un des parents est Kamerunais**. C'est ainsi que nos compatriotes Matip et Choupo Moting sont légitimement des Kamerunais, malgré leur nationalité allemande.

Or ici aussi, on constate que les autorités camerounaises imposent illégalement des visas d'entrée au Kamerun à d'autres enfants binationaux, **ce qui est une violation flagrante de la loi.**

Nous vous demandons donc d'user urgemment des pouvoirs et prérogatives que vous confère la loi pour **faire cesser immédiatement**, aux postes consulaires et frontaliers, **les demandes des visas aux enfants binationaux nés à l'étranger d'un parent kamerunais et aux femmes kamerunaises binationales, mariées à des étrangers.**

D'autre part, des situations non prévues par la loi se produisent de plus en plus, et compliquent la situation des enfants nés à l'étranger de parents Kamerunais. Les enfants nés d'un parent Kamerunais sont Kamerunais d'origine à leur naissance. Mais qu'advient-il de cette nationalité d'origine lorsque, entre leur naissance et leur

majorité, le parent Kamerunais adopte une autre nationalité ? Perdent-ils automatiquement, eux aussi, leur nationalité kamerunaise d'origine ? De telles situations ne peuvent se résoudre que par l'adoption d'une loi permettant, sans conditions, la reconnaissance pour tous les Kamerunais du statut de la plurinationalité déjà en vigueur au Kamerun mais appliquée de manière irrationnelle.

Monsieur le Ministre, en mars 2010, votre collègue des Affaires Etrangères écrivait qu'au moins 4 millions de Kamerunais se trouvent à l'étranger. Or depuis 2010, ce nombre a vertigineusement augmenté, et il faut lui ajouter les descendants et les conjointes étrangères de Kamerunais, qui peuvent elles aussi acquérir la nationalité kamerunaise par le lien du mariage (Cf. art. 17 de la loi). On parle donc ici d'au moins 5 à 6 millions de personnes, soit plus d'un quart de la population kamerunaise actuelle. Or ce quart est très majoritairement composé des citoyens actifs et productifs, attachés au Kamerun par la famille certes, mais aussi, économiquement, politiquement et socio-culturellement. Les principaux artistes et sportifs kamerunais ne sont-ils pas pour la plupart résidents légaux à l'étranger voire titulaires d'autres nationalités d'adoption ?

Par ailleurs, le code actuel de la nationalité est très souvent violé dans les faits, sauf lorsque la personne concernée est jugée indésirable par votre régime. Ce code exclue juridiquement tous ceux qui ont déjà acquis une autre nationalité ou qui sont dans l'obligation de le faire très prochainement. Ces derniers ne peuvent donc pas participer pleinement à la vie socio-économique de leur pays sans recourir à la corruption ou à l'illégalité. Pourtant, l'importance de la contribution matérielle et immatérielle de ces 5 millions de Kamerunais ne souffre d'aucune.

Messieurs les députés,

Pour remédier aux nombreuses situations créées par cette loi obsolète et dépassée, pour cesser d'obliger nos compatriotes à recourir à la corruption et autres artifices illégaux pour « résoudre » ces situations inextricables, et au nom des intérêts majeurs du peuple kamerunais de l'intérieur et de la diaspora,

Il est urgent de réviser le code kamerunais de la nationalité pour permettre, comme dans la plupart des pays africains qui ont compris et accepté l'importance de leur diaspora, la nationalité plurielle et plus particulièrement **la double nationalité**.

En souhaitant que vous réagissiez favorablement à cette lettre ouverte et que cette loi soit modifiée dans les meilleurs délais parlementaires possibles, recevez nos patriotiques salutations.

Pour l'UPC (sections d'Europe et d'Amérique)

Section USA : **M. SIME**.

Section de France : **R. EMEH Elong ; A. EPANYA ; T. DINGONG ; S. NGIMBOUS**.

Section du BENELUX : **M. ESSOH ; S. NJUFOM**.

ANALYSES

Du pouvoir au pouvoir

De nombreuses voix s'élèvent un peu partout dans le monde, notamment en Afrique, pour réclamer plus de justice ou pour exprimer leur désapprobation des logiques inégalitaires qui sous-tendent les décisions politiques. Il apparaît de part et d'autre un désamour probant entre les politiques et les populations qui ne veulent plus d'un pouvoir coercitif qui les asservit. La confiscation du pouvoir politique, la délation et l'assujettissement des populations par des procédés de paupérisation qui finissent par en faire des êtres à mi chemin entre une indolence esclavagiste et un nihilisme stupide, semblent être des marqueurs de la vie politique de nos jours.

L'exemple du Cameroun est très édifiant à ce propos. La déception est grande aujourd'hui, aux lendemains des élections qui ont consacré de nouveau, le président Biya et son régime. Certains s'accordent à dire que c'est une page noire de l'histoire camerounaise qui s'est écrite une fois de plus. Mais une fois de plus, ce fut sans grande surprise pour la plupart des citoyens, accoutumés à ce jeu de dupes qu'est la politique pour eux. La goutte d'espoir qu'auraient suscitée des partis politiques dits de l'opposition, au sens de leurs revendications du *changement* (pour utiliser une expression qu'ils affectionnent bien), s'est diluée dans toutes sortes de tribulations et de passe d'armes, entre trahisons et alliances, hypocrisie et corruption, etc.

En marge de ce *non événement* électoral, il demeure un peuple qui souffre, des millions de camerounais *exilés* aux confins du monde à la recherche d'un ailleurs meilleur, quand ils n'ont pas été engloutis par le désert libyen ou la méditerranée, laissant derrière eux une pléiade de jeunes avec ou sans diplômes voués au grand marché de la débrouillardise, de la prostitution et du banditisme ; des fonctionnaires misérabilistes, des religieux ou des intellectuels serviles dont les allégeances éhontées ne surprennent plus personne, et une caste bourgeoise qui érige chaque jour des murs pour se protéger de l'odeur nauséabonde de la misère ambiante, sans laquelle ils ne sauraient se pavaner arrogamment dans les rues occupées par de misérables gens. Pis encore, quelques émergences aléatoires de la rébellion, ces instants précaires de l'espoir (manifestations contre la faim en février 2008,...), sont mâtées par une répression féroce et brutale : *misère et ferme-la !*

Face à l'hégémonie politique et politicienne qui confisque le bien-être des gens par le pouvoir de la

force et la force du pouvoir, se trouvent des masses cyniquement résignées. Et pourtant, aussi impossible que cela puisse paraître de prime abord, relevant du paradoxe de ce réel qui les opprime alors qu'il prétend les servir, il leur appartient de se relever pour se mettre résolument sur le chemin du *combat* pour la liberté : il faut se libérer ; car la vie ne saurait se résoudre à un consensus paisible entre une conscience servile et son bourreau, entre un peuple et ses fossoyeurs, telle que nous suggèrent quelques épiciers de la pensée, adeptes de recettes trompeuses.

Plus concrètement, il est question d'un travail ardu d'organisation et de mobilisations militantes au sein d'un mouvement marqué par un souci critique permanent, par le risque calculé de l'insurrection, mais surtout par la patience qui convient à une pareille entreprise dont le but premier est de répondre efficacement à la violence première de l'ennemi : *il faut se défendre !* Il faut sonner la fin des jérémiades pour se jeter progressivement mais fermement dans ce mouvement révolutionnaire (au sens marxien du terme) qui appelle toute conscience servile de ses vœux.

La mobilisation consiste tout d'abord à l'unification des forces singulières de résistance réelles, qui travaillent et convergent vers un *désir-à-venir* évidée de la quête du pouvoir, c'est-à-dire en rupture avec l'idéologie d'assujettissement des plus faibles par un pouvoir politique au service de la bourgeoisie locale ou extérieure. Ces forces ne sont pas imaginaires ou symboliques ; ce sont des hommes et des femmes, des jeunes et des vieux, déterminés à présentifier un réel révolutionnaire constitué *essentiellement*, d'une métamorphose radicale de notre société. Voilà pourquoi c'est une tâche ardue : il s'agit d'une nouvelle pratique politique qui échappe aux catégories vulgaires du pouvoir politique prédominant, auxquelles nous sommes accoutumés.

Cette mobilisation se prolonge dans une organisation de ces forces, idéologiquement et politiquement capables de construire des lignes de lutte qui détruisent la force du pouvoir politique et l'exploitation capitaliste. Plus clairement, il ne s'agira plus d'exiger des réponses singulières et isolées aux problèmes de telle ou telle catégorie de la population (comme réussissent à le faire, même si c'est rare, certains corps sociaux : syndicats d'étudiants, enseignants, transporteurs, etc.) dans une expérience immédiate, mais de se représenter comme l'agent de l'émancipation historique de toute une société en décrépitude.



Travailleurs africains en lutte

Il est question de déplacer le pouvoir du pôle oppressif/répressif vers le pôle émancipateur. C'est un déplacement douloureux qui ne peut se faire sans sacrifices et sans *luttés à mort*, car l'autre, arc-bouté au pouvoir exige de le lui arracher au péril de sa vie ou de la suppression du lien de servitude. Il n'est donc pas question au cours de cette lutte, de rechercher un apaisement qui laisse intactes les contradictions dans lesquelles se trouve le peuple, au nom d'une paix surfaite dont personne n'est pourtant dupe.

En bref, il s'agit d'un manifeste de l'*anti-pouvoir politique* réel ou imaginaire détenu par des régimes politiques *personnicides*, décidés à le perpétuer coûte que coûte. Pour nous, il est question dans ces cas, de construire une transition révolutionnaire, non pas un changement de régime politique, mais en premier lieu une transformation au sein même de la multitude, qui comprend qu'elle constitue le véritable pouvoir sur lequel aucun autre pouvoir extérieur n'a d'emprise, qui se mobilise dans cette détermination à se réapproprier le mouvement de son émancipation totale et entière, et qui organise ses membres inéluctablement dans ce combat qu'elle n'a pas choisi et auquel elle ne peut échapper si elle veut survivre. Cette multitude est constituante de la nouvelle société actuelle, qui rompt le nœud de la torpeur et de l'indolence, en construisant une force plus grande que la force de ceux qui la commandent.

Aujourd'hui, nous réclamons une société juste et égalitaire, alors qu'il s'agit de la construire nous-mêmes, par nous-mêmes et pour nous-mêmes. Tel est donc l'enjeu du pouvoir de nos jours, si nous le voulons, il faudra aller le chercher même s'il est vrai que le chemin est ardu et a déjà été périlleux pour certains, c'est un impératif catégorique de se le réapproprier avant qu'il ne nous écrase tous !

Par EKOBO - Benelux

MEMOIRE :

Janvier, mois de héros

Le mois de janvier, bien qu'entrant dans la nouvelle année, n'est pas sans nous rappeler les nombreux assassinats dramatiques et tragiques de plusieurs héros de la Résistance africaine.

C'est comme toujours avec une vive émotion que nous commémorons en ce mois de janvier 2014 la mort de plusieurs défenseurs de la liberté, de l'indépendance totale de leurs peuples, bref tout simplement des défenseurs de la dignité humaine.

Une fois de plus, nous ne pouvons rester indifférents et insensibles face à cette horreur qu'a été le colonialisme pour la quasi-totalité des pays Africains, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, en passant par l'Afrique centrale : au Kamerun, par exemple, les répressions sanglantes et brutales de l'Allemagne et de la France, ce depuis le partage de l'Afrique établi par la conférence de Berlin du 12 Juillet 1884 au Reichstag.

Depuis ces moments là, la Géopolitique de l'Afrique toute entière s'en est trouvée complètement bouleversée et complètement détournée. Les nombreuses guerres, les conflits incessants, les situations politiques et sociales actuelles de ces pays le montrent bien, les drames, les souffrances de notre continent sont énormes. Ces souffrances se répètent, c'est une misère morale, une société détruite au niveau des valeurs de sa culture. J'ajoute même une société pillée du point de vue de son patrimoine. L'on a envie dire l'intervention de la fatalité dans le déchaînement des éléments de la nature !!!

Mais bien loin de me résorber dans cette fatalité et de m'arrêter là, il faut une véritable prise de conscience, pour que ce combat juste continue. Pour cela il faut se mettre dans une convergence de luttes de tous les Africains qui au final ont les mêmes problèmes, le même combat...

Ainsi donc ce mois de janvier, un de plus, nous appelle à nous incliner devant la mémoire de nos pères et à avoir une pensée profonde et un certain respect pour ceux qui se sont opposés, qui ont lutté, et au final ont payé de leurs vies contre l'impérialisme, le colonialisme, l'oppression des peuples. Il s'agit tour à tour :

Au Togo : 13 janvier 1963 assassinat de Sylvanus Olympio, père de l'indépendance togolaise.

Au Kamerun : 15 janvier 1971 (à Bafoussam) assassinat d'Ernest Ouandié, leader de L'U.P.C.

Au Congo-Kinshasa : 17 janvier 1961, assassinat de Patrice Emery Lumumba, 1^{er} Ministre du Congo.

Et bien d'autres encore, morts en d'autres mois, vers qui nos pensées vont aussi en ce moment : les Amilcar Cabral, Ossendé Afana, Um Nyobe, Steve Biko, plus récemment Thomas Sankara, Norbert Zongo, etc...

Je voudrais à travers ce petit article appeler à la réflexion et aux souvenirs, fussent – ils malheureux et douloureux

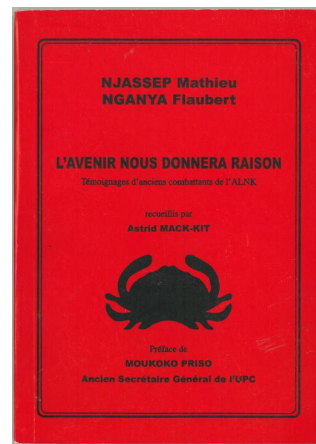
– car je considère que l'histoire est importante pour nous construire et nous reconstruire.

Un proverbe ancien et de chez nous ne dit-il pas ?
« Le lendemain s'instruit au-delà de la veille ».

Vive le Cameroun, Vive L'Afrique !

Par Mpon MIWO

« L'avenir nous donnera raison » Témoignage de lutte



Matthieu NJASSEP et Flaubert NGANYA, deux noms, un destin commun. Dans des pays réellement libérés, ces deux personnages auraient été faits héros nationaux. Et pour cause, ils font partie de ces anciens combattants qui par milliers ont payé parfois de leur vie leur engagement pour un

Kamerun réellement réuni, indépendant, et dans lequel le niveau de vie des populations serait sans cesse en progression.

Pour Matthieu NJASSEP et Flaubert NGANYA, cet engagement n'a jamais été renié, puisque aujourd'hui encore, ils sont tous les deux membres du Comité Directeur de l'UPC des « Fidèles ».

Pour rappel, Matthieu NJASSEP fut l'aide de camp d'Ernest OUANDIE jusqu'au moment de son sa traiteuse arrestation.

Le témoignage de NJASSEP et NGANYA est donc un trésor d'histoire et de formation politique. Un livre à ne pas manquer.



NJASSEP et NGANYA
au congrès de l'UPC en août 2011

Une présentation de l'ouvrage sera fait dans les prochaines semaines en Europe. Restez à l'écoute.

AFRIQUE

République centrafricaine ou « françafricaine » ?

Ainsi donc, l'apprenti-président Michel Djotodia s'en est allé rejoindre le lieu de villégiature préféré des chefs d'État centrafricains exilés, le Bénin, après un jeu de dupes teinté de cynisme dont la machine de la Françafrrique en a seule le secret. Ce jeu de dupes a aussi emporté son Premier ministre, Nicolas Tiangaye, homme imposé par l'Élysée qui rêvait de faire durablement son trou et d'imposer sa marque aux plus hauts sommets de l'État centrafricain.

Mais qui dupe-t-on ? Le peuple centrafricain principalement et sûrement !

Une duperie qui dure depuis 1960 et la mort du père de l'indépendance, Barthélémy Boganda, mais aussi l'ensemble des peuples africains qui regardent avec fatalité ce pays en se disant : « c'est quand même pire chez eux ! ». Pire ? Oui, car en Afrique, aucun pays africain n'a autant incarné la Françafrrique dans ses excès déshumanisants les plus extraordinaires. Le père de la nation centrafricaine, mort mystérieusement en 1958 suite à son projet de Fédération d'Afrique centrale, la République Centrafricaine est né déliquescence. Le pire de cette déliquescence s'est symboliquement exprimé par l'acceptation par la France d'un caprice fou de l'un de ses agents placés à la tête du pays : Jean-Bédél Bokassa et la réalisation de son rêve d'empereur. Cinq millions d'habitants qui n'ont jamais connu une vie normale : pas d'infrastructures routières, des hôpitaux et des écoles fantomatiques, la très grande majorité du pays ne connaît pas la couleur de l'eau potable, ni celle de l'électricité, le taux de mortalité à l'âge de cinq ans est de 220 pour mille et l'espérance de vie est de 44 ans, etc.¹ En bref, un véritable désastre en terme de bilan pour les différents présidents et gouvernements adoués par la France depuis la pseudo-indépendance acquise en 1960 : David Dacko, Bokassa, André Kolingba, Ange-Félix Patassé, François Bozizé, Michel Djotodia, tous des apprentis-sorciers politiques sans vision politique, mis sur orbite par la France et ses obligés de la région dont l'unique but était de se maintenir au pouvoir. Ce système pourri de l'intérieur et manipulé de l'extérieur a eu pour conséquences principales, la multiplication hors-norme des coups d'État et l'instabilité chronique du pays.

Le soi-disant conflit interreligieux provoqué par le nouveau sous-gendarme français dans la région : Idriss Déby

Ce pays a donc connu le pire des conditions dont un État puisse se contenter : une souveraineté absente dans tous

les domaines et détenue par d'autres, des dirigeants incapables, une population à l'agonie, un régionalisme et un ethnisme exacerbés, en bref, « l'histoire de la Centrafrique est un désastre continu » comme l'affirme Odile Tobner, la présidente de l'ONG « Survie »². Cependant, si on croyait avoir connu le pire avec ce pays, on est tombé dans l'horreur absolue ces derniers mois avec l'émergence d'un conflit interreligieux dont l'existence a surpris tous les observateurs. Ce conflit est devenu la poudre jetée aux yeux des naïfs qui croient qu'il fallait absolument sauver la Centrafrique menacée par un génocide entre musulmans et chrétiens. Une menace génocidaire créée de toutes pièces à partir des officines politiques, diplomatiques et médiatiques parisiennes. En effet, dans ce pays où la religion dominante est le christianisme, des conflits armés se sont succédé aussi violents les uns que les autres, mais jamais, on n'avait connu les prémices d'une guerre entre religions. Musulmans et chrétiens jusque-là ne se regardaient pas en chiens de faïence.

Mais comment en est-on arrivé là ?

Pour le comprendre, il faut observer de plus près et analyser le rôle glauque que fait jouer le dictateur Idriss Déby à son pays le Tchad dans ce conflit. En effet, le chef d'État tchadien a lui-même été plusieurs fois menacé par des rébellions dans son propre pays. On se souvient encore des rebelles entrés dans Ndjaména la capitale et qui étaient aux portes du palais présidentiel. Ces rébellions qui menaient la vie dure à Déby prospéraient à un moment où ses relations n'étaient pas au beau-fixe avec son voisin soudanais, mais aussi avec la France. Pour consolider son pouvoir, y garantir sa longévité et éviter d'être en guerre permanente, Idriss Déby s'est livré à un jeu diplomatique compliqué, renouant avec le Soudan voisin, et se taillant un costume de leader incontournable de la région capable de garantir les intérêts de la France en Afrique centrale et même au-delà. Comme Blaise Compaoré en Afrique de l'ouest, Idriss Déby s'est petit à petit forgé cette armure d'homme dont la France ne peut plus se passer³. Ainsi, ses armées, aguerries par la récurrence de leurs batailles contre les troupes rebelles dans le Sahel, ont été d'un précieux secours pour la France lors de l'opération « Serval ». Cette aide du Tchad, Idriss Déby ne la voyait pas sans contrepartie. On se souvient qu'il réclamait absolument des moyens financiers de la part de la France et des pays de la CEDEAO en vain.

² Odile Tobner, « La république françafricaine », <http://www.afrique-asie.fr/menu/actualite/6978-la-republique-francafricaine.html>

³ Le nouveau leadership incarné par Idriss Déby en Afrique centrale est très bien expliqué dans une interview du Professeur Jean-Claude Shanda Tome, *Après la Centrafrique, « La France a des plans contingents pour le Cameroun »*, <http://afrique-asie.fr/menu/afrique/6981-jean-claude-shanda-tonne-apres-la-centrafrique-la-france-a-des-plans-contingents-pour-le-cameroun.html>

¹ Vincent Munié, « Agonie silencieuse » de la Centrafrique, Le Monde diplomatique, 29/09/2013

N'ayant pas obtenu de contrepartie par rapport à son intervention au Mali, Idriss Déby la créa lui-même en cherchant à avoir une influence grandissante en Centrafrique, et surtout à avoir accès aux nombreuses ressources de celles-ci avec la complicité silencieuse du mentor français qui voyait sans doute-là un moyen de calmer les frustrations tchadiennes. Pour cela, il doit avoir ses hommes au cœur du pouvoir à Bangui. Cependant, Idriss Déby dans ce jeu, va être confronté à un certain François Bozizé, têtue comme une mule qui a l'outrecuidance de ne pas vouloir céder une once de son pouvoir. Et c'est là que naît la Séléka, dernier avatar de cette histoire françafricaine, une rébellion hétéroclite qui a la particularité d'être composée en majorité de musulmans réfugiés au Tchad où Idriss Déby s'est chargé de leur fournir armes, mercenaires et de les monter à bloc contre le pouvoir « chrétien » de Bangui. Ceux-ci nourris par cette idéologie se sentaient d'ailleurs plus proches de leurs « frères de religion » tchadiens que de leurs concitoyens centrafricains. C'est ainsi que lorsqu'ils commencèrent à marcher sur Bangui, ils eurent en point de mire non pas le pouvoir d'un homme, en l'occurrence Bozizé, mais un pouvoir détenu depuis 1960 par les Chrétiens. On a pu entendre d'ailleurs des interviews de dirigeants militaires de la Séléka qui faisaient de la religion le point focal pour une alternance dans le pays : « les Chrétiens ont dirigé ce pays durant cinquante ans et cela n'a rien donné, ils doivent laisser la place aux Musulmans », entendait-on. Toutefois, le pyromane Déby a été victime d'un retour de flamme de l'incendie qu'il a lui-même créé puisqu'il n'avait pas prévu une telle résistance armée des « anti-balaka », ces milices qu'on dit chrétiennes et qui sont soutenues par François Bozizé. Cette opération montée par Déby s'est malheureusement retournée contre les citoyens musulmans centrafricains et étrangers perçus par le reste de la population comme des agents du Tchad.

La Françafrrique n'a jamais été aussi présente que sous la présidence de François Hollande

L'incendie ne pouvant plus être maîtrisé par son auteur, c'est son suzerain, la France, qui, voyant ses intérêts dans le pays menacés, intervient en « sauveur » machiavélique comme il a su le faire au Mali. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense français vint imposer les conditions de la France à Idriss Déby, la démission de Djotodia qui l'avait d'ailleurs déçu, lui qui le croyait capable de garantir son projet d'influence en Centrafrique. En contrepartie, il a obtenu le départ du Premier ministre Nicolas Tiangaye dont le Tchad se méfiait. Ce suzerain, la France, n'est pas du tout mû par une quelconque volonté humaniste de venir au secours du peuple centrafricain. Si tel était le cas, il n'aurait pas été l'instigateur de cette convocation d'ancien chef des députés centrafricains à qui on a imposé la démission des deux dirigeants de l'exécutif, mais aussi une feuille de route de la transition complètement pilotée de l'extérieur. Une atteinte grave à la souveraineté populaire des Centrafricains. Après son élection, François Hollande avait fait comprendre que lui, contrairement à ses prédécesseurs,

n'avait pas de réseaux en Afrique. Sur la base de cet argument, il avait entonné la même chanson que Nicolas Sarkozy, la fin d'une France intervenant dans les affaires intérieures des États africains. Pourtant, il imposa du début à la fin ses conditions aux Maliens dans le processus politique visant à retrouver des institutions démocratiques. C'est la même histoire qui se répète en Centrafrique. Ceux qui avaient cru un seul instant que le système mafieux de la Françafrrique s'écroulerait avec l'élection d'un président de gauche en sont pour leurs frais. Comme l'a rappelé l'ancien ministre des affaires étrangères de François Mitterrand, Hubert Védrine, dans son rapport à Pierre Moscovici, actuel ministre de l'économie lors d'un grand forum économique France-Afrique le 4 décembre à Paris, « l'Afrique, sera l'un des pôles majeurs de la mondialisation au 21^e siècle. Or la France, qui a tant d'atouts sur ce continent, n'a pas pris la mesure de l'enjeu. Elle y a perdu beaucoup de parts de marché et d'influence. Il est donc vital et urgent de réagir ». L'ancien ministre va même jusqu'à prédire qu'avec une réaction prompte de la France, l'Afrique pourrait devenir son nouvel eldorado au point de lui créer plus de 200 000 emplois dans les cinq prochaines années¹⁴. Tout est dit dans cette phrase de cet ancien collaborateur de François Mitterrand qui, rappelons-le pour les naïfs fut le premier président de gauche à virer un ministre – Jean-Pierre Cot – qui avait voulu appliquer son premier programme révolutionnaire vis-à-vis de l'Afrique en 1981 : mettre fin à la Françafrrique et à ses réseaux mafieux.

Par Kalvin SOIRESE NJALL
Journaliste

« La Pince » est ouverte à toute analyse qui va dans le sens des idéaux de l'UPC ou de l'intérêt des peuples africains.

Merci de soumettre vos articles à l'une des adresses suivantes :

upcinfo.diaspora@yahoo.com

upcbenelux@yahoo.fr

Vous serez recontactés quel que soit la réponse du Comité de rédaction de « La Pince ».

**« La Pince », un espace d'ouverture
de et sur l'UPC en diaspora.**

**Un autre Kamerun est possible
D'autres choix sont nécessaires**

¹⁴ Interview d'Hubert Védrine au Nouvel Observateur le 3 décembre 2013, Védrine : "L'Afrique peut devenir le nouvel 'Eldorado' de la France", <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20131203.OBS7977/vedrine-l-afrique-peut-devenir-le-nouvel-eldorado-de-la-france.html>